



DOSSIER DE PRESSE

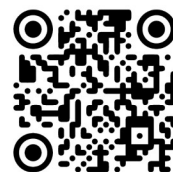


**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**VILLE DE
LORIENT**



17 décembre 2025

Une nouvelle campagne de lutte contre la consommation de stupéfiants qui porte un message clair, simple, puissant « Le sport construit, la drogue détruit »

Une campagne de mobilisation collective contre les drogues, co-construite avec les deux clubs professionnels du Morbihan, le Rugby Club Vannes et le FCL et les deux villes Lorient et Vannes.

Une campagne qui porte un message clair, simple, puissant : « Le sport construit, la drogue détruit »

Face aux enjeux croissants liés à la consommation de stupéfiants, notamment chez les jeunes, la mise en œuvre d'une campagne de communication conjointe entre la préfecture du Morbihan, le FC Lorient et le Rugby Club Vannes constitue un levier stratégique majeur de prévention, de sensibilisation et de mobilisation collective. Ce partenariat s'inscrit dans une démarche globale de santé publique, d'éducation et de responsabilité sociale, en s'appuyant sur le pouvoir fédérateur du sport et l'exemplarité de ses acteurs.

La présente campagne repose sur une diffusion large dans tout le département :

- des bâches géantes sur la préfecture et les sous-préfectures,
- un affichage numérique dans les gares de Vannes, Auray et Lorient,
- un affichage urbain à Lorient et dans les enceintes sportives à Vannes grâce au soutien des villes,
- un déploiement massif dans les bars, restaurants, salles de sport, discothèques, stades, lieux de loisir du département,
- une communication digitale sur les réseaux sociaux

Nous avons tous un rôle à jouer : lutter contre les drogues, c'est protéger notre jeunesse, améliorer notre santé publique, garantir la tranquillité de nos villes et de nos villages, et défendre les fondements mêmes du vivre ensemble.

Aucun acteur ne peut agir seul. Et la force du Morbihan est sa capacité à se rassembler autour de ses clubs, de ses maires, de ses forces de sécurité, de ses associations, et de ses habitants.

Une campagne de communication multicanale et territorialisée

La campagne repose sur un **dispositif de communication ambitieux et cohérent, articulé autour de plusieurs axes complémentaires**. Une campagne d'affichage déployée dans plusieurs villes du département permet d'assurer une visibilité forte et durable du message de prévention auprès du grand public, et plus particulièrement des jeunes et de leurs familles. L'implantation territoriale des clubs sportifs favorise l'appropriation locale du message et renforce son impact.

En parallèle, la **diffusion de spots vidéo, notamment lors de matchs à forte audience comme celui du RCV du 12 décembre dernier contre Biarritz**, constitue un temps fort de la campagne. Ces diffusions, à l'occasion de rencontres sportives rassemblant un public nombreux et diversifié, offrent une exposition privilégiée aux messages de prévention et contribuent à inscrire la lutte contre la consommation de stupéfiants dans un cadre positif, fédérateur et porteur de valeurs.

De nombreux affichages sont également prévus jusqu'en janvier grâce au soutien des villes de Lorient et de Vannes avec notamment des affiches abribus, des affichages numériques et des affichages dans les lieux sportifs.



Le sport comme vecteur privilégié de prévention auprès des jeunes

Au-delà de la communication, cette campagne vise dès début 2026 à inscrire la prévention dans la durée à travers l'organisation de sessions de sensibilisation à la consommation de drogues, menées au sein des clubs de sport amateurs et professionnels.

En s'appuyant sur les structures sportives locales, et avec l'appui des associations qui oeuvrent dans ce domaine, ces actions permettront d'aller à la rencontre des jeunes dans des espaces de confiance, où les valeurs de respect, de discipline, de dépassement de soi et de solidarité sont déjà ancrées.

Les clubs deviennent ainsi des relais essentiels de la politique de prévention, capables de diffuser des messages adaptés, concrets et crédibles, en lien direct avec le vécu des jeunes sportifs.

Un kit de sensibilisation pour outiller les encadrants et dirigeants

La réalisation d'un kit de sensibilisation à destination des encadrants, éducateurs et dirigeants de clubs constituera, à terme, un pilier essentiel du dispositif. Ce kit qui sera produit dans le courant 2026 aura vocation à fournir des outils pratiques, pédagogiques et opérationnels pour aborder la question des stupéfiants, repérer les situations à risque, engager le dialogue avec les jeunes et orienter vers les dispositifs d'accompagnement existants.

En renforçant les compétences des acteurs de terrain, cette démarche contribue à pérenniser l'action de prévention et à créer une culture commune de vigilance et de responsabilité au sein du mouvement sportif.

Le rôle central des ambassadeurs et des joueurs professionnels

Les joueurs professionnels des clubs partenaires occupent un **rôle central en tant qu'ambassadeurs de la campagne**. **Francisco Gorissen et Gwénaél Duplenne du Rugby Club Vannes ont d'ores et déjà acceptés d'être les ambassadeurs et les figures de cette campagne de communication pour le Rugby Club Vannes.**

Leur implication, à travers leur image, leur témoignage et leur participation à certains temps forts de la campagne, renforce considérablement la crédibilité et l'impact des messages diffusés. En s'engageant publiquement, ces ambassadeurs contribuent à lever les tabous, à susciter la réflexion et à encourager des comportements responsables.

Une dynamique durable au sein des clubs et du territoire

L'ambition de cette campagne dépasse le cadre d'une action ponctuelle. Elle vise à **initier et structurer une dynamique durable au sein des clubs sportifs, afin que la prévention de la consommation de stupéfiants devienne un axe intégré de leur projet éducatif et sociétal**. En favorisant la coopération entre l'État, les clubs professionnels et le tissu associatif local, cette démarche contribue à construire un réseau engagé, capable de prolonger et d'amplifier les actions de prévention sur le long terme.

Ainsi, ce partenariat exemplaire illustre la capacité du sport à jouer un rôle déterminant dans la protection des jeunes, la promotion de la santé et le renforcement du lien social, au service d'un objectif partagé : prévenir les conduites à risque et accompagner les nouvelles générations vers des choix de vie responsables.

La lutte contre la consommation stupéfiants et les addictions

Un enjeu majeur de santé publique dans le Morbihan

Données Agence régionale de Santé Bretagne

Dans le Morbihan comme en Bretagne, les conduites addictives constituent un enjeu de santé publique majeur. Leur prévalence élevée et leurs effets sanitaires et sociaux appellent une mobilisation renforcée.

La Bretagne est particulièrement exposée : l'une des régions françaises les plus affectées par les addictions :

- **Alcool** : la Bretagne présente la prévalence la plus élevée d'Alcoolisation Ponctuelle Importante (PAI) (20,5 %), notamment chez les jeunes.
- **Drogues illicites** : niveaux d'expérimentation chez les jeunes supérieurs à la moyenne nationale pour le cannabis, la cocaïne, la MDMA, la kétamine et les poppers (gaz hilarant, protoxyde d'azote).

Des usages émergents ou en forte progression : les acteurs médico-sociaux alertent désormais sur la montée préoccupante de l'usage du protoxyde d'azote. Cette pratique s'est rapidement diffusée chez les adolescents et les jeunes adultes, en particulier dans les espaces festifs. Face à cette évolution inquiétante et aux risques neurologiques avérés, le préfet du Morbihan a pris un arrêté d'interdiction de vente au détail, de détention et d'usage de protoxyde d'azote de octobre 2025 à janvier 2026, afin d'endiguer une tendance devenue préoccupante dans plusieurs communes, notamment à Vannes et Lorient.

Les alertes de nos Centres départementaux d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques chez les usagers de drogues (CAARUD) et de nos centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)

- une forte progression de la cocaïne et du crack, représentant déjà 66 % des usagers du CAARUD en 2024 ;
- l'émergence d'un jeune public consommateur de kétamine, avec des atteintes somatiques lourdes ;
- l'augmentation des addictions aux opioïdes médicamenteux ;
- une précarisation croissante des publics accueillis.

Ces chiffres ne sont pas des abstractions. Ce sont des trajectoires de vie abîmées, des familles déstabilisées, des situations de rupture scolaire, des problèmes de santé massifs, des violences et des accidents routiers trop souvent mortels.

Un engagement répressif déterminé des forces de sécurité intérieure

Données Forces de Sécurité intérieure

La réponse de l'État se caractérise tout d'abord par une politique répressive forte et ciblée, tant contre les trafics que contre les usages générateurs de danger.

Lutte contre les trafics

→ en 2025, c'est **195 trafiquants interpellés** (+8 % sur an), c'est plus de **200 kg de cannabis saisis** (herbe + résine) en zone police comme en zone gendarmerie.

→ C'est aussi un constat : **progression constante des saisies de cocaïne**, désormais 3^e produit illicite le plus intercepté dans le département.

→ Ces résultats attestent de la pression constante exercée sur les réseaux, y compris les trafics de quartier et les micro-structures opérant en zone rurale.

Lutte contre les usages

En parallèle, en 2025, ce se sont également **1 300 consommateurs interpellés** (niveau stable comparativement à 2024) et plus de 1 000 amendes forfaitaires délictuelles délivrées (+5,6 % sur an) pour usage de stupéfiants.

La sécurité routière : un enjeu central et une réponse renforcée

La présence de stupéfiants au volant demeure fortement accidentogène :

- près de 90 % des suspensions de permis impliquent alcool (51%) et/ou stupéfiants (38%) ;
- 1/3 des décès sur les routes du Morbihan ces deux dernières années sont dus à l'alcool et/ou aux stupéfiants. Les jeunes de – 26 ans représentent 50 % de ces décès.

Face à ces constats, le préfet du Morbihan a décidé, en concertation étroite avec les procureurs de la République, de **durcir le barème des suspensions administratives de permis de conduire**.

Cela se traduit notamment par l'augmentation de deux mois de la durée des suspensions pour conduite en état alcoolique à partir de 0,40 mg/l d'air expiré, y compris en période probatoire, la mise en fourrière systématique des véhicules en cas de cumul alcool (> à 0,8 mg/l) et stupéfiants ou encore la majoration de 50 % de la durée de la rétention lorsque l'infraction liée à l'alcool, aux stupéfiants ou à la vitesse est commise simultanément avec l'usage du téléphone tenu en main ou un défaut d'assurance ou de contrôle technique.

Ces mesures visent à marquer la gravité des comportements et à renforcer la dimension dissuasive de la réponse administrative.

Rappel que les forces de sécurité du Morbihan sont mobilisées sans relâche :

- Les équipes de police judiciaire, les PSIG, les brigades territoriales, les unités de voie publique, les BAC, les GIR...
- Des opérations ciblées dans les quartiers sensibles de Lorient, Vannes, Auray, Ploermel et Pontivy.

À ces efforts répressifs s'ajoute une politique ambitieuse de prévention.

La prévention : pilier central de l'action publique

Depuis trois ans maintenant, **le Morbihan s'est doté d'un Plan départemental de lutte contre les drogues et les conduites addictives 2023-2027, fondé sur quatre axes : prévenir – détecter – sanctionner – soigner, et avec une priorité claire : protéger les jeunes.**

Ce plan s'appuie sur une mobilisation très forte du tissu local : les élus, via les Conseil Local et Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), les personnels éducatifs, les associations sportives et socio-culturelles, les parents, les professionnels de santé, et bien sûr les forces de sécurité intérieure.

La prévention est massive et continue : en 2024, **les policiers formateurs anti-drogue ont sensibilisé près de 3 500 jeunes.** Dans le même temps, **la gendarmerie a réalisé plus de 3 000 actions de prévention auprès d'élèves, de familles, d'éducateurs et de professionnels.**

Les campagnes de communication menées chaque année par la préfecture sur les dangers de l'alcool ou des stupéfiants — notamment dans les milieux festifs — ont permis de toucher des dizaines de milliers de personnes.

Le Morbihan dispose également depuis 2023 d'une Charte départementale d'amélioration de la vie nocturne qui associe l'État, les collectivités, l'UMIH, la CCI, l'université et les professionnels de la nuit. Elle introduit notamment un concept innovant et unique en France : le label Night. Ce dispositif agit sur de nombreux leviers : prévention des alcoolisations excessives, protection des mineurs, réduction des risques, lutte contre l'insécurité routière et contre les violences sexuelles, formation des personnels, distribution d'éthylotests, d'eau, de préservatifs, d'informations sur les retours nocturnes. 20 établissements sont aujourd'hui labellisés.